

1 - Actualité nationale et internationale

Perspectives de l'économie mondiale du FMI : Une croissance trop faible depuis trop longtemps.

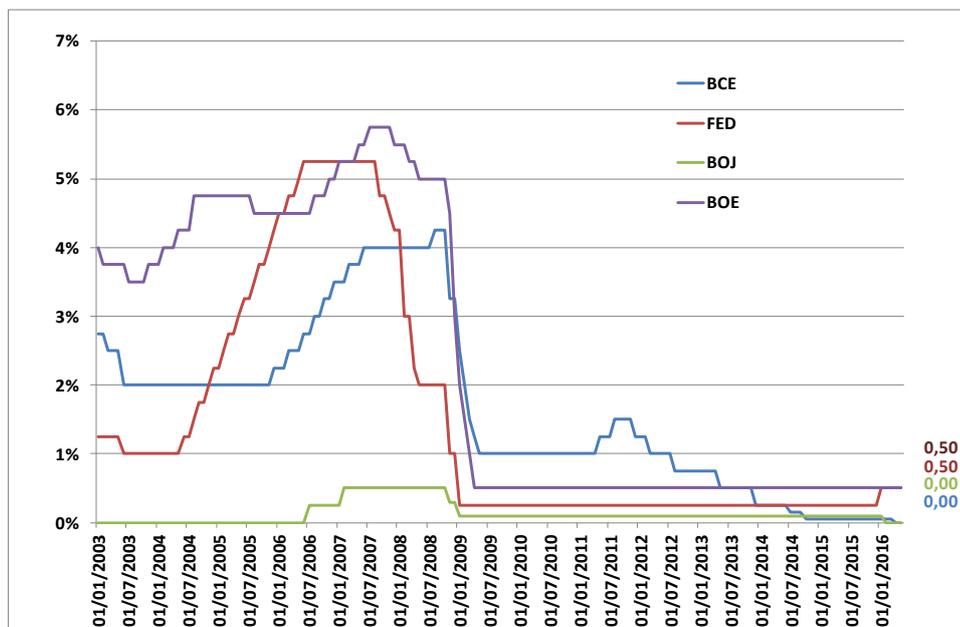
Le FMI a publié le mardi 12 avril ses perspectives économiques mondiales (PEM) dans lesquelles il souligne la fragilité de l'économie mondiale : « la reprise de l'économie mondiale se poursuit, mais elle est toujours plus lente et de plus en plus fragile ». Pour Maurice Obstfeld, Conseiller économique et Directeur du département des études du FMI « Moins de croissance, cela signifie moins de droit à l'erreur » et il ajoute, « une croissance anémique persistante laisse des séquelles, qui ont pour effet de ralentir la croissance potentielle, et, du même coup, la demande et les investissements ». Dans les Pays avancés, selon les projections du FMI la croissance devrait atteindre 1,9 % en 2016 et 2 % en 2017. Aux États-Unis, la croissance devrait s'établir à 2,4 % en 2016 et suivre une progression modérée en 2017. Dans la zone Euro, le FMI prévoit une croissance de 1,5 % cette année et de 1,6 % en 2016, soit une baisse respectivement de 0,2 % et de 0,1 % par rapport aux précédentes perspectives de l'économie mondiale établies pour 2016. Au Japon, la baisse conjuguée de la croissance, et de la consommation privée génèrent un affaiblissement du taux de croissance attendue avec 0,5 % en 2016 et -0,1 % en 2017.

Perspectives de l'Économie Mondiale : <http://www.imf.org/external/ns/loec/cs.aspx?id=3>

Présentation des PEM dans le Bulletin du FMI :

<http://www.imf.org/external/French/pubs/ft/survey/so/2016/NEW041216AF.htm>

Taux directeurs des principales banques centrales



Chômage

Diminution du nombre de chômeurs en France

Fin mars 2016, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 3 531 000. Ce nombre diminue de 1,7 % sur un mois (soit -60 000 personnes), de 1,4 % sur trois mois (-49 500 personnes) et progresse de 0,5 % sur un an (+16 600 personnes). En mars 2016, ce nombre diminue de 1,7 % pour les moins de 25 ans (-2,7 % sur trois mois et -6,4 % sur un an), de 2,0 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (-1,6 % sur trois mois et -0,2 % sur un an) et de 1,0 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus (-0,1 % sur trois mois et +6,5 % sur un an).

Baisse du chômage en Europe

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,2 % en mars 2016, en baisse par rapport au taux de 10,4 % enregistré en février 2016 et à celui de 11,2 % de mars 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis août 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,8 % en mars 2016, en baisse par rapport au taux de 8,9 % de février 2016 et à celui de 9,7 % de mars 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 en 7 ans, depuis avril 2009. Eurostat estime qu'en mars 2016, 21,419 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,437 millions dans la zone euro. Par rapport à février 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 250 000 dans l'UE28 et de 226 000 dans la zone euro. Comparé à mars 2015, le chômage a baissé de 2,091 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,477 million dans la zone Euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en mars 2016 ont été enregistrés en République tchèque (4,1 %) ainsi qu'en Allemagne (4,2 %). Les taux de chômage les plus élevés ont été relevés en Grèce (24,4 % en janvier 2016) et en Espagne (20,4 %).

Inflation

Augmentation de l'IPC en France sur un mois et baisse sur un an.

En avril 2016, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,1 % après +0,7 % en mars. Corrigé des variations saisonnières, il croît de 0,1 % comme le mois précédent. Sur un an, l'IPC recule de 0,2 %, après -0,1 % en mars.

Taux d'inflation de la zone euro en baisse

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à -0,2 % en avril 2016, en baisse par rapport au mois de mars où il était de 0,0 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en avril (0,9 %, comparé à 1,4 % en mars), suivis de l'alimentation, alcool et tabac (0,8 %, stable comparé à mars), des biens industriels non énergétiques (0,5 %, stable comparé à mars) et de l'énergie (-8,6 %, comparé à -8,7 % en mars).

Banque de France

Rue de la Banque n°24 - Mai 2016 : Les chocs de demande étrangère se répercutent-ils sur les ventes des entreprises en France ?

Une interaction est observée entre les exportations des entreprises et leurs ventes sur le marché national. Des estimations réalisées à partir de données d'entreprises françaises montrent qu'une hausse (respectivement une baisse) de 10 % des exportations de ces entreprises engendre, la même année, une progression (respectivement une réduction) de leurs ventes en France comprise entre 1 % et 3 %. Cette forte interaction entre les ventes des entreprises sur leurs différents marchés peut résulter de contraintes de financement à court terme qui rendent les entreprises plus sensibles à leur environnement international. Pendant la crise, la forte contraction de la demande enregistrée sur certains marchés de la zone euro a pu affecter l'activité des entreprises françaises sur le marché national, notamment les plus fragiles.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/RDB-24-Choc.pdf

Chine

Exportations

Les exportations chinoises ont chuté de 1,8 % en avril par rapport au même mois de 2015 et les importations ont reculé de 10,9 %. Les analystes tablaient sur une quasi-stagnation des exportations (-0,1 %) et sur un recul de seulement 5 % des importations.

2 – Brèves économiques locales

Avenir institutionnel : visite de Manuel Valls en Nouvelle-Calédonie

Manuel Valls, Premier ministre, était en déplacement en Nouvelle-Calédonie du 29 avril au 1^{er} mai, accompagné de George Pau-Langevin, Ministre des Outre-mer. Cette visite a été l'occasion de réaffirmer le rôle de soutien de l'État à la Nouvelle-Calédonie en matière d'avenir institutionnel et d'industrie du nickel. Outre une proposition de crédit à la SLN, le Premier ministre a annoncé le déblocage d'une enveloppe complémentaire de 850 millions de F CFP au titre des contrats de développement pour 2016, attribués notamment au Centre hospitalier du Nord et au logement social.

Nickel : soutien financier à la SLN

- Dans un contexte de cours déprimés et de difficultés financières des opérateurs métallurgiques, le Premier ministre Manuel Valls a annoncé lors de sa visite de l'usine de Doniambo du 29 avril une proposition de crédit pour soutenir financièrement la SLN. Le crédit pourrait atteindre un montant maximal de 24 milliards de F CFP et serait injecté via la STCPI, société qui détient 34 % du capital de la SLN. Des discussions sur la viabilité et l'éventuel montant du crédit sont en cours.
- À l'issue du Conseil d'administration d'Eramet tenu le lundi 9 mai à Paris, le groupe a annoncé le déblocage d'un financement de 4,8 milliards de F CFP pour la SLN, ceci afin qu'elle puisse fonctionner jusqu'à juin 2016. De plus, le Conseil d'administration a approuvé le plan de réduction de coûts et d'amélioration de la productivité qui vise une réduction de 25 % du *cash cost* par rapport à sa moyenne en 2015, pour atteindre 4,5 US \$/lb d'ici fin 2017. Le plan sera présenté aux instances représentatives du personnel ainsi qu'au Conseil d'administration de la SLN dans le courant du mois de mai.

Fiscalité : vote de la TGC

Les membres du gouvernement ont adopté à l'unanimité l'avant-projet de loi sur la taxe générale à la consommation (TGC) le 26 avril 2016. En fonction des recommandations du Conseil d'État, le projet sera amendé, puis soumis au Congrès courant juillet. La TGC est un impôt indirect et proportionnel sur la consommation qui remplacera les cinq principales taxes à l'importation, ainsi que la TSS et le droit proportionnel de la patente. La nouvelle taxe comportera trois taux : réduit à 3 %, intermédiaire à 11 % et majoré à 22 %.

Finances publiques : validation des comptes administratifs 2015 de la Nouvelle-Calédonie

Validé par le gouvernement le 4 mai 2016 pour une présentation devant le congrès avant le 30 juin, le document d'adoption des comptes administratifs de la Nouvelle-Calédonie clôture définitivement le budget 2015. Le document fait état de recettes de fonctionnement globales en hausse de 3,1 %, essentiellement lié à la progression de 1,5 % des impôts directs. Les dépenses de fonctionnement inscrites au budget propre sont en baisse de 8 % sur la même période.

Relations internationales : développement du partenariat économique Nouvelle-Zélande – Nouvelle-Calédonie

À l'issue de leur rencontre diplomatique du 2 mai 2016, Shane Jones, ambassadeur néozélandais pour le développement économique dans le Pacifique, et Philippe Germain, président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, ont annoncé leur intention de faciliter les relations commerciales bilatérales en assouplissant les barrières douanières, réglementaires et phytosanitaires entre les deux territoires. Dans ce contexte, une mission de diplomatie économique se rendra en Nouvelle-Zélande du 7 au 10 juin.

IEOM : arrivée de Claude Périou

Économiste de formation, diplômé du Centre d'Études Supérieures de Banque et Directeur général de Proparco entre mars 2012 et avril 2016, Claude Périou assurera jusqu'au 30 juin 2016 la direction par intérim de l'agence IEOM de Nouméa avant de rejoindre son affectation définitive à la tête de l'IEOM de Polynésie française dès le mois de juillet prochain.

L'IEOM Nouvelle-Calédonie a publié :

- Note expresse n° 191 – Premières tendances 1^{er} trimestre 2016 – Mai 2016
- Infos financières – Observatoire des tarifs bancaires aux particuliers dans les COM du Pacifique – Mai 2016

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante : <http://www.ieom.fr/nouvelle-caledonie/abonnement-aux-publications-58/> Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne.

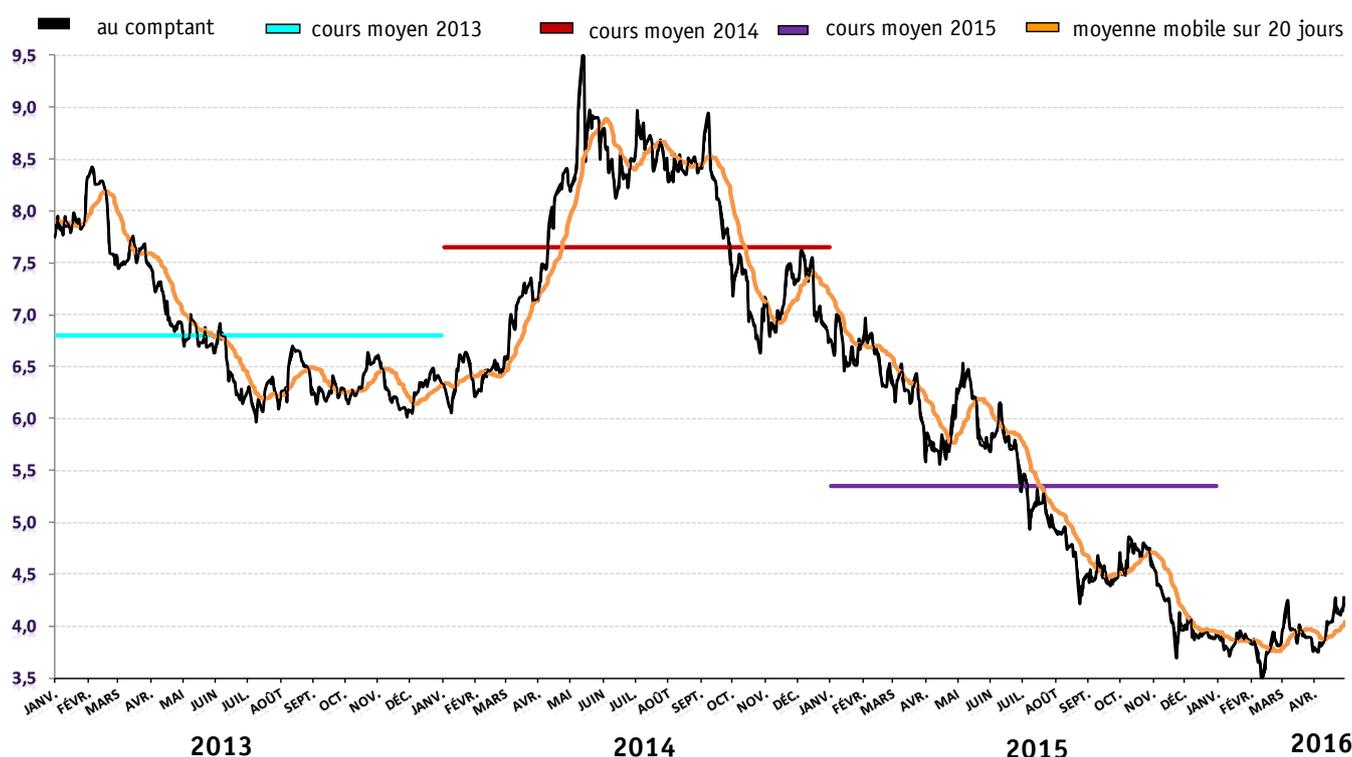
3 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		avr.-16	106,12	-0,1%	1,1%
Nombre de demandeurs d'emploi		mars-16	8 757	1,9%	6,3%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	mars-16	9 157	-15,9%	-42,7%
	cumulées	mars-16	26 099	-	-27,5%
Importations	mensuelles	mars-16	21 037	3,1%	0,9%
	cumulées	mars-16	62 200	-	-8,6%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		avr.-16	4,01	1,7%	-30,8%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		avr.-16	422	-0,2%	-34,0%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	mars-16	529	50,1%	24,9%
	cumulées	mars-16	1 170	-	27,8%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO, en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	mars-16	6 797	-26,8%	-28,4%
	cumulées	mars-16	20 939	-	-6,6%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	févr.-16	8 159	-10,2%	5,3%
	cumulés	févr.-16	17 244	-	5,3%
• Croisiéristes	mensuels	mars-16	56 058	18,9%	44,5%
	cumulés	mars-16	160 668	-	14,2%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	févr.-16	9 739	18,9%	24,6%
	cumulées	févr.-16	17 931	-	15,8%
• Index BT 21		avr.-16	101,67	-0,3%	0,3%
• IRL (p)		avr.-16	120,43	0,0%	0,4%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	mars-16	136	506,8%	101,2%
	cumulées	mars-16	191	-	71,5%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	mars-16	248	625,0%	139,6%
	cumulées	mars-16	331	-	97,0%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	avr.-16	406	-11,4%	-29,0%
	cumulées	avr.-16	1 658	-	-17,1%

(p) chiffre provisoire

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



4 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	avr.-14	avr.-15	avr.-16	var 15/14	var 16/15
Circulation fiduciaire	15 151	17 468	19 430	15,3%	11,2%
Dépôts à vue	270 542	313 012	342 067	15,7%	9,3%
Total M1	285 693	330 480	361 497	15,7%	9,4%
M2-M1	114 249	119 657	117 928	4,7%	-1,4%
Total M3	591 305	634 928	652 490	7,4%	2,8%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-13	déc.-14	déc.-15	var 14/13	var 15/14
Entreprises	452 929	457 721	472 383	1,1%	3,2%
Ménages	409 701	418 471	439 070	2,1%	4,9%
Collectivités locales	74 063	94 210	105 589	27,2%	12,1%
Autres agents	15 715	15 590	19 827	-0,8%	27,2%
Total encours sain	952 408	985 992	1 036 869	3,5%	5,2%
Créances douteuses brutes	29 611	29 380	31 529	-0,8%	7,3%
Total encours brut	982 019	1 015 371	1 068 398	3,4%	5,2%

Interdits bancaires

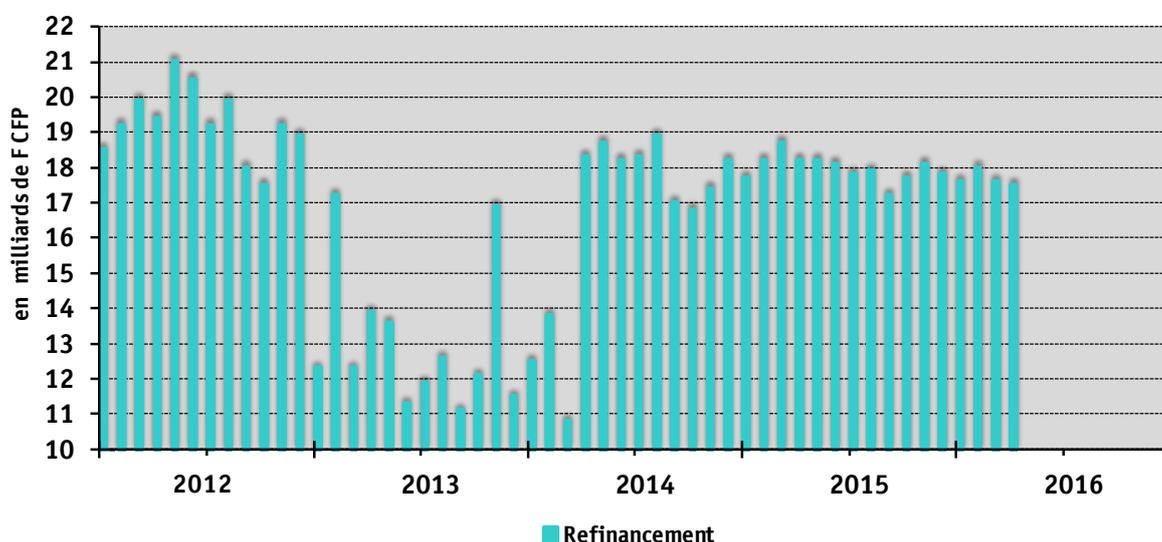
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Interdits bancaires	stock	avr.-16	8 047	0,6%	2,6%
	dont personnes physiques	avr.-16	7 094	0,6%	2,2%
	dont personnes morales	avr.-16	953	0,3%	5,1%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	Cotes valides	avr.-16	18 902	0,5%	7,3%
		avr.-16	6 674	0,8%	12,9%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	avr.-16	17,54	-0,5%	-3,8%



2- Brèves régionales

État des lieux de l'aide au développement en Océanie

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a publié de nouvelles données sur l'aide au développement dans le monde. Un chapitre du rapport final se focalise sur la région Océanie. Il fait état des principaux donneurs (États, organisations internationales et autres institutions) et des principaux petits États et territoires d'Océanie receveurs en 2014. Il donne également l'évolution du montant de l'aide perçue par les territoires receveurs depuis 1970. Les statistiques précisent enfin les secteurs vers lesquels ces aides se dirigent. D'après le rapport, en 2014, Wallis-et-Futuna a reçu cent millions de dollars américains afin de financer le développement économique et promouvoir le bien-être des habitants du Territoire. L'archipel est ainsi le quatrième territoire d'Océanie recevant le plus d'aides, derrière la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les îles Salomon et la Micronésie. Les trois quarts de ces aides ont par ailleurs été orientées vers le secteur social (santé, éducation, infrastructures publiques, etc).

Le rapport est disponible à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/countries/wallisandfutuna/aid-at-a-glance.htm>

La montée du niveau de la mer provoque la disparition d'îles

Cinq îles appartenant à l'archipel des Salomon ont complètement disparu sous l'effet de la montée du niveau de la mer. Six autres îles sont sévèrement touchées par l'érosion et l'inondation de leurs côtes, contraignant certaines familles à partir vivre loin du littoral. L'archipel des Salomon est connu pour être une zone particulièrement exposée à la montée du niveau des eaux. En moyenne, le niveau de la mer a progressé de 7 à 10 millimètres par an depuis 1993. Ce phénomène, en grande partie naturel, pourrait aussi s'expliquer par l'accélération des changements climatiques et environnementaux.

Une nouvelle application pour recueillir des données sur la pêche dans le Pacifique

La Communauté du Pacifique (CPS) a lancé son application mobile "Tails". Elle permet aux artisans pêcheurs de rentrer les informations relatives à leur activité (quantité de poisson pêché, espèces capturées, zones de pêche...), via une tablette ou un téléphone portable. Cette application est à l'essai à Tuvalu et à Nauru, et devrait être ultérieurement déployée dans l'ensemble de la région océanienne. L'objectif est de parvenir à rassembler des données de qualité, tout en renforçant le partage de l'information entre les États et territoires insulaires océaniques.

3 – Brèves locales

Prise de fonction du nouveau secrétaire général de Wallis-et-Futuna

M. Stéphane DONNOT a été nommé Secrétaire général de la préfecture de Wallis-et-Futuna par arrêté le 6 mai dernier. Entré en fonction le 16 mai, il succède à M. Pierre SIMUNEK, qui, après trois ans de service sur le Territoire, est retourné en Métropole.

Passage du cyclone AMOS

Le cyclone AMOS est passé à proximité des îles de Wallis-et-Futuna le 22 avril dernier. Le cyclone est passé à 90 kilomètres de l'île de Wallis, au lieu de 50 kilomètres prévus initialement par Météo France. En conséquence, les rafales enregistrées près de la côte ont atteint une vitesse maximale de 120 kilomètres par heure, bien inférieure aux prévisions. Au final, les dégâts ont été minimes : il n'y a eu aucune perte humaine, et peu de dégradations matérielles. Seul le district de Hihifo a subi une coupure d'électricité, suite à l'arrachement de câbles électriques dû à la chute d'un arbre.

Un mois rempli de fêtes nationales, religieuses et coutumières

À Wallis-et-Futuna, la période avril-mai est marquée chaque année par de nombreuses fêtes nationales, religieuses et coutumières. Elle a débuté avec la célébration de Saint Pierre Chanel, qui a eu lieu le 28 avril dernier. La cérémonie, commémorant les 175 ans du martyr, a été particulièrement exceptionnelle. À Poi (Futuna), elle a rassemblé les deux souverains de l'île et des fidèles venus de toute la région Pacifique (Futuna, Wallis, Nouvelle-Calédonie, Tonga...). Les fêtes nationales et coutumières du 1^{er} mai ont succédé à la Saint Pierre Chanel, en présence du Nonce apostolique et du Cardinal. Elles ont célébré non seulement la Saint Joseph, fête du district de Mua (Wallis), mais aussi la journée mondiale des travailleurs, dont l'origine remonte aux manifestations pour la journée de huit heures des salariés américains en 1886. Enfin, la cérémonie du 71^e anniversaire de la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie a été célébrée le 8 mai dernier, à Wallis et à Futuna. Le préfet Marcel RENOUF a ainsi rendu hommage aux Anciens Combattants, remplissant un devoir de mémoire et de transmission de l'histoire de France aux jeunes générations.

Trois ophtalmologues en mission à Wallis

Trois ophtalmologues sont venus en mission à Wallis entre mi-avril et début mai. Bénéficiant du nouveau matériel reçu par l'Agence de santé, ils ont examiné 1 590 patients en trois semaines. Les nouveaux appareils leur ont permis de mesurer avec précision l'acuité visuelle et la tension oculaire des patients, et ainsi d'établir des diagnostics de meilleure qualité. Par ailleurs, les opérations laser, les photos de la rétine et le calcul du niveau d'implant de la cataracte sont désormais réalisables sur le Territoire.

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

4 – Les indicateurs de référence

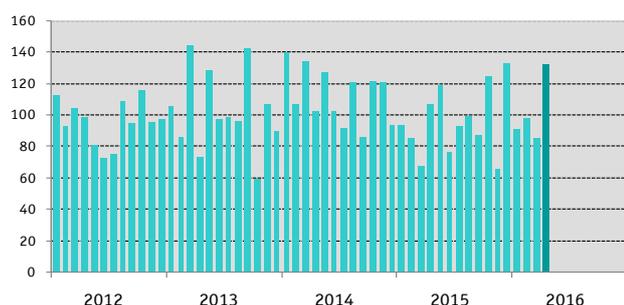
			Données brutes	▲ /mois	▲ /an	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			1T 16	115,15	-	-1,3%
SMIG mensuel en XPF			mars-16	90 000	-	0,0%
Nombre d'emplois salariés			juin-15	2 057	-	-1,0%
Échanges extérieurs (millions de XPF)						
Importations	mensuelles	avr-16	595	49,1%	-	
	cumulées	avr-16	1 794	-	6,3%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	avr-16	132	55,7%	-	
	cumulés	avr-16	405	-	15,0%	
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	avr-16	46	19,1%	-	
	cumulées	avr-16	170	-	10,1%	
Énergie						
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	trimestrielle	mars-16	5 252	9,9%	-	
	cumulée	mars-16	5 252	-	10,3%	
Consommation de gazole ¹ (milliers de litres)	trimestrielle	mars-16	1 938	-0,3%	-	
	cumulée	mars-16	1 938	-	8,4%	
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestrielle	mars-16	393	-9,1%	-	
	cumulée	mars-16	393	-	1,3%	
Transports						
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	avr-16	2 385	+676	-	
	mensuel	avr-16	1 541	+452	-	
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	avr-16	3	+1	-	
	cumulé	avr-16	9	-	-1	
Nombre de touchées de navires de marchandises	mensuel	avr-16	19	+7	-	
	cumulé	avr-16	73	-	+21	

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEWf, SWAFEP, Aviation civile

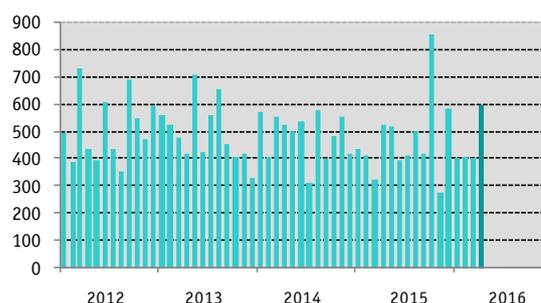
¹ Utilisant le gazole pour la production de l'électricité, la société EEWf explique à elle seule plus de 60 % de la consommation de l'archipel.

nc : non communiqué

Droits de douanes et taxes à l'entrée
(millions de F CFP)



Importations
(millions de F CFP)



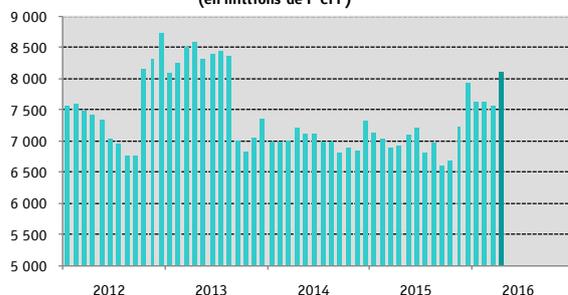
5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

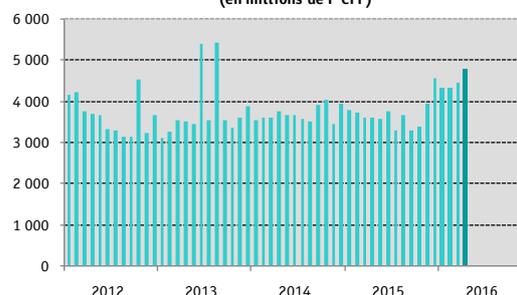
Accroissement de la masse monétaire résultant d'une augmentation des dépôts à terme et à vue

en millions de F CFP	avr-15	mars-16	avr-16	▲ /mois	▲ /an
Circulation fiduciaire	2 074	2 082	2 062	-1,0%	-0,6%
Dépôts à vue	3 606	4 428	4 766	7,6%	32,2%
Total M1	5 681	6 510	6 828	4,9%	20,2%
M2-M1 (comptes sur livrets)	438	456	489	7,4%	11,8%
M3-M2 (dépôts à terme)	810	600	809	35,0%	0,0%
Total M3	6 928	7 565	8 127	7,4%	17,3%

Masse monétaire
(en millions de F CFP)



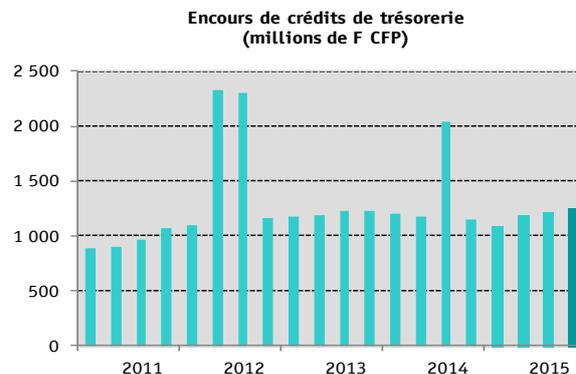
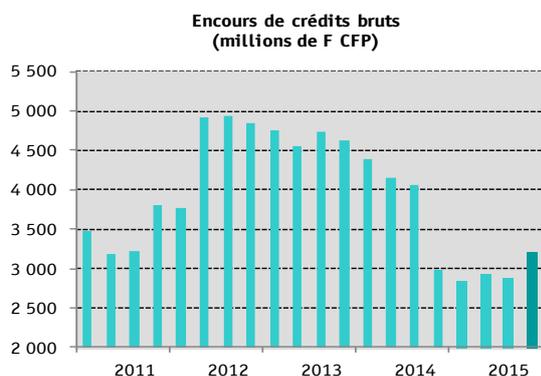
Dépôts à vue
(en millions de F CFP)



Concours de caractère bancaire

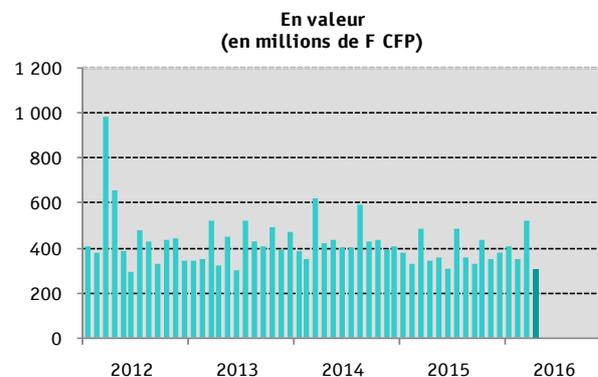
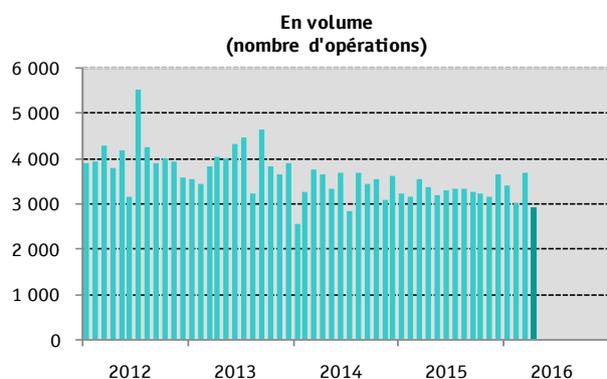
Progression de l'encours des crédits en lien avec la hausse des crédits à l'équipement des collectivités locales

en millions de F CFP	déc-13	déc-14	déc-15	▲/an
Crédits de trésorerie	1228	1148	1254	9,3%
Crédits à l'équipement	2189	960	1151	19,9%
Crédits à l'habitat	398	235	237	0,5%
Autres crédits	349	199	188	-5,7%
Total encours sain	4164	2542	2830	11,3%
Créances douteuses brutes	469	438	376	-14,0%
Total encours brut	4633	2980	3206	7,6%

Compensation

Baisse en nombre et en valeur des opérations de compensation sur le mois

		avr-15	mars-16	avr-16	▲/mois	▲/an
Compensation	en nombre	3 372	3 692	2 914	-21,1%	-
	cumulé	13 295	-	13 020	-	-2,1%
Compensation	en millions de FCFP	341	518	312	-39,8%	-
	cumulé	1 531	-	1 583	-	3,4%

Incidents bancaires

Baisse du nombre d'incidents bancaires au mois et à l'année

en nombre	avr-15	mars-16	avr-16	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	53	66	23	-65,2%	-
	cumulé	261	-	175	-
Retraits de cartes bancaires	0	5	3	-40,0%	-
	cumulé	0	-	8	-

Interdits bancaires

Contraction du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	avr-15	mars-16	avr-16	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	316	278	265	-4,7%	-16,1%
- dont personnes physiques	300	263	250	-4,9%	-16,7%
- dont personnes morales	16	15	15	0,0%	-6,3%

Cotation

Pas de changement du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM

en nombre	avr-15	mars-16	avr-16	▲/mois	▲/an
Cotes valides	48	49	49	0,0%	2,1%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	17	12	12	0,0%	-29,4%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	N-1	N	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	1T	116,62	115,15	-1,3%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb, stock)	avril	16	15	-6,3%
importations de biens d'équipement (M XPF)	avril	242	257	6,2%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	avril	20	25	25,0%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	avril	26	33	26,9%
Ménages				
emploi salarié (nb, stock)	juin	2 078	2 057	-1,0%
<i>dont secteur privé</i>	juin	828	808	-2,4%
<i>dont secteur public</i>	juin	1 250	1 249	-0,1%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	avril	533	533	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb, stock)	avril	300	250	-16,7%
décision retrait cartes bancaires (nb)	avril	0	8	-
incidents paiements sur chèques (nb)	avril	261	175	-33,0%
importations de produits alimentaires (M XPF)	avril	459	494	7,6%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	avril	273	286	4,8%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	avril	87	135	55,2%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	avril	26	40	53,8%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	avril	1 687	1 794	6,3%
exportations	avril	-	-	-
recettes douanières	avril	512	580	13,3%
<i>dont droits de douanes + taxes à l'entrée</i>	avril	352	405	15,1%
<i>dont taxes intérieures de consommation</i>	avril	155	170	9,7%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	avril	3 606	4 766	32,2%
M1	avril	5 681	6 828	20,2%
M2	avril	6 118	7 318	19,6%
Dépôts à terme	avril	810	809	0,0%
M3	avril	6 928	8 127	17,3%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	décembre	1 355	1 465	8,1%
<i>dont crédits à la consommation</i>	décembre	1 166	1 269	8,9%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	décembre	190	196	3,3%
Entreprises	décembre	884	852	-3,6%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	décembre	54	59	8,8%
<i>dont crédits d'investissement</i>	décembre	672	653	-2,8%
Collectivités locales	décembre	288	503	74,6%
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	16	10	-37,3%
créances douteuses brutes	décembre	438	376	-14,0%
taux de créances douteuses	décembre	14,7%	11,7%	-3,0 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	décembre	2 874	2 998	4,3%
<i>dont assurances-vie</i>	décembre	1 073	1 187	10,6%
Sociétés	décembre	2 169	2 103	-3,0%
Autres agents	décembre	2 116	2 237	5,7%

2 – Brèves économiques locales

Finances publiques : la note de la Polynésie française relevée à BBB- par Standard & Poor's

L'agence de notation Standard & Poor's a relevé la note de la Polynésie française de BB+ à BBB- avec une perspective stable. Parmi les facteurs de cette décision figure la stabilisation de la situation politique, laissant prévoir une amélioration des performances budgétaires et une réduction de l'endettement du Pays plus importantes qu'anticipées. L'agence de notation souligne l'accès restauré de la Polynésie française aux sources externes de financement, susceptible de renforcer la situation de liquidité du Pays, mais juge que cette dernière demeure « insatisfaisante ». De même, elle note une amélioration du ratio de couverture du service de la dette, qui reste toutefois à un niveau jugé faible. Standard & Poor's indique également que la note du Pays reste contrainte par une gouvernance et une gestion financières faibles, ainsi que des engagements hors bilan très élevés.

Dépenses publiques : la Chambre territoriale des Comptes publie son rapport d'activité annuel

La Chambre territoriale des Comptes de Polynésie française a publié, en mai, son rapport d'activité 2015. Pour le Territoire, le rapport fait état d'une situation budgétaire et financière mieux orientée, mais « ni assainie, ni satisfaisante », appelant la poursuite de réformes structurelles de ses dépenses et ses recettes, notamment fiscales. Par ailleurs, la Chambre territoriale juge la situation budgétaire de la commune de Papeete « dégradée » et la fiabilité de ses comptes « défaillante ». Enfin, concernant le contrôle de l'opérateur principal du secteur des télécommunications, le rapport souligne les avancées indéniables en matière numérique, tout en rappelant que le niveau de service reste inégal entre les îles de la Société et les autres archipels. Il signale également que la transition vers l'ouverture à la concurrence du secteur, favorisée par un cadre réglementaire incitatif, s'est faite avec grandes difficultés, tout en notant un changement d'orientation depuis 2013.

Contrat de Projets : 360 millions de F CFP accordés par le Pays pour la sécurisation de lotissements de l'OPH

Le conseil des ministres a validé la subvention de 360 millions de F CFP accordée par le Pays, dans le cadre du Contrat de Projets 2015-2020, pour la sécurisation des lotissements de l'Office Polynésien de l'Habitat (OPH). Cette opération, qui repose sur un soutien financier équivalent de l'État, inclut la sécurisation électrique et la rénovation du réseau d'assainissement de ces lotissements. Par ailleurs, une sixième opération de construction de logements sociaux réalisée dans le cadre du Contrat de Projets a été inaugurée en mai à Toahotu (Tahiti). Ces vingt logements, représentant 514 millions de F CFP d'investissement, ont été financés conjointement par le Pays (247 millions de F CFP), l'État (186 millions de F CFP) et l'OPH (81 millions de F CFP) via un prêt accordé par l'Agence française de développement.

Logement social : avis favorable du CESC sur le projet de loi Habitat

Le Conseil économique, social et culturel (CESC) de Polynésie française a émis, en mai, un avis favorable au projet de loi du Pays, qui précise les conditions d'intervention des organismes de logement social (OLS) privés agréés par le Pays depuis 2014. Le texte précise également les aides financières pouvant être accordées à ces opérateurs qui, outre le dispositif national de défiscalisation relatif à la construction de logements sociaux, pourront bénéficier d'une aide du Pays plafonnée à 20 % du coût de construction du projet, sous forme de mise à disposition d'assises foncières, d'exonération fiscale ou de subvention directe, sous réserve de disponibilités budgétaires.

Code de commerce : projet de loi sur la dissociation des fonctions de Président-Directeur Général

Le Conseil des ministres de Polynésie française a présenté, en mai, un projet de loi visant à accorder aux sociétés anonymes la possibilité de dissocier les fonctions de président de conseil d'administration et de directeur général. Seules les sociétés d'économie mixte créées par la Polynésie française bénéficient actuellement de cette possibilité. Ce projet, qui passe par la modification du code de commerce polynésien, est une transposition d'une disposition de la loi nationale du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques (dite loi « NRE »). Par ailleurs, le projet de loi inclut l'application d'une modification du code monétaire et financier métropolitain de mai 2015, qui interdit dorénavant le cumul des fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général pour les établissements de crédit (sauf dérogation accordée par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution).

Tourisme : Le groupe samoan Grey Investment s'intéresse au groupe Tahiti Nui Travel

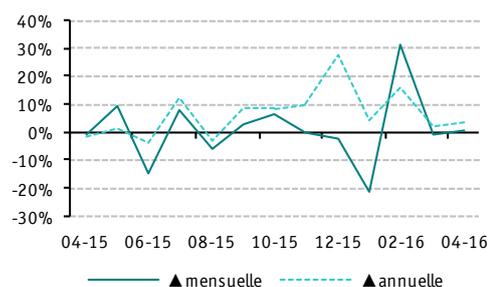
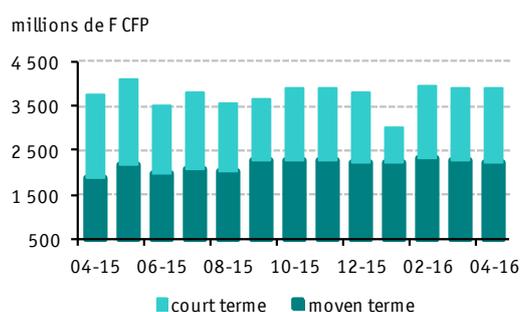
Un protocole d'accord pour le rachat partiel du groupe Tahiti Nui Travel par le groupe samoan Grey Investment a été signé début mai. Ce protocole, soumis à l'Autorité polynésienne de la concurrence, pourrait en cas d'approbation déboucher sur un accord définitif de transaction en juin prochain. Cet investissement viendrait s'ajouter aux quatre précédentes acquisitions du groupe samoan dans le secteur touristique polynésien : celui de l'hôtel Le Méridien à Tahiti en 2012, ainsi que le rachat des murs de trois hôtels de l'enseigne Sofitel du groupe AccorHotels (deux à Bora Bora et un à Moorea) en décembre 2015.

3 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Hausse annuelle et mensuelle du refinancement

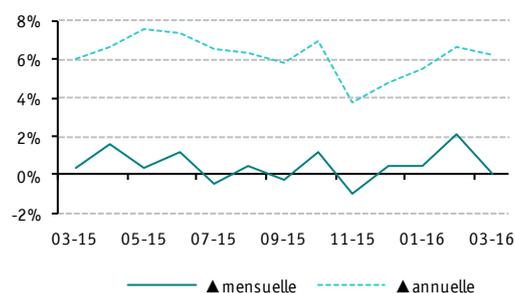
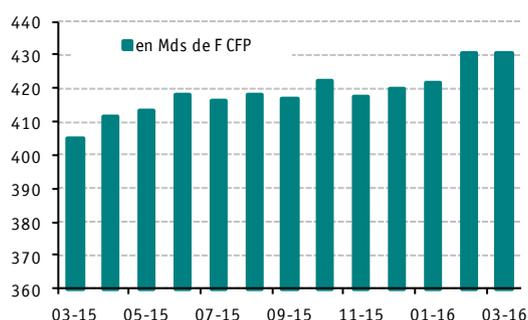
en millions de F CFP	avr-15	mars-16	avr-16	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 879	1 613	1 667	3,4%	-11,3%
Utilisations à moyen terme	1 875	2 261	2 218	-1,9%	18,3%
Refinancement total	3 754	3 874	3 885	0,3%	3,5%



Masse monétaire

Progression de la masse monétaire

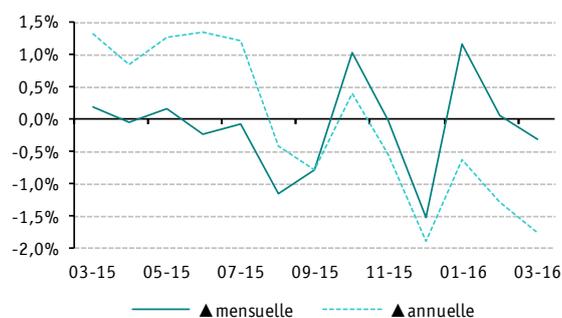
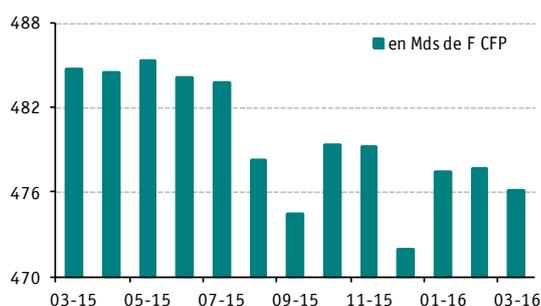
en millions de F CFP	mars-15	févr-16	mars-16	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 254	13 977	13 977	0,0%	5,5%
Dépôts à vue	158 688	173 807	173 807	0,0%	9,5%
Comptes sur livrets	100 034	100 920	102 139	1,2%	2,1%
Comptes d'épargne logement	392	395	398	0,7%	1,6%
Dépôts à terme	131 413	140 250	139 291	-0,7%	6,0%
Autres	1 422	1 037	1 023	-1,4%	-28,1%
Total M3	405 203	430 386	430 634	0,1%	6,3%



Concours des banques locales à l'économie

Diminution des crédits accordés par les banques locales

en millions de F CFP	mars-15	févr-16	mars-16	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	110 449	105 522	105 332	-0,2%	-4,6%
Crédits d'équipement	76 543	78 216	78 548	0,4%	2,6%
Crédits à l'habitat	169 089	173 816	173 272	-0,3%	2,5%
Autres crédits	66 158	63 105	61 839	-2,0%	-6,5%
Créances douteuses brutes	62 490	56 982	57 166	0,3%	-8,5%
Total Concours de Caractère Bancaire	484 729	477 640	476 157	-0,3%	-1,8%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	mars-16	108,1	107,1	107,3	0,2%	-0,7%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	mars-16	115,1	116,0	116,8	0,7%	1,5%
Commerce extérieur						
<i>Exportations civiles (en M F CFP)</i>	mars-16	937	1 117	1 513	35,4%	61,4%
<i>Importations civiles (en M F CFP)</i>	mars-16	13 123	12 117	11 755	-3,0%	-10,4%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	mars-16	2 018	2 220	2 114	-4,8%	4,8%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	mars-16	113	61	105	72,4%	-6,8%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	avr-16	92	98	107	9,2%	16,3%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	avr-16	465	468	472	0,9%	1,5%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	mars-16	2 052	1 952	2 057	5,4%	0,3%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	mars-16	3 481	2 848	2 846	-0,1%	-18,2%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	avr-16	195	240	268	11,7%	37,4%
Personnes physiques en interdiction bancaire	avr-16	2 754	3 106	3 064	-1,4%	11,3%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	mars-16	469	692	978	41,3%	108,5%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	mars-16	105	91	102	12,4%	-2,5%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	mars-16	25	53	23	-57,3%	-7,9%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	mars-16	231	205	140	-31,8%	-39,3%
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	mars-16	29	25	35	40,4%	23,9%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	mars-16	87	56	109	94,8%	26,2%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	mars-16	96	56	52	-7,6%	-45,9%
Tourisme						
Nombre de visiteurs	févr-16	21 056	15 985	21 500	34,5%	2,1%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	mars-16	56,0%	63,1%	67,3%	4,2 pt	+11,3 pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers (Encours des banques locales en M FCFP)						
Dépôts						
Ménages						
<i>Dépôts à vue</i>	avr-16	62 820	66 998	68 820	2,7%	9,6%
<i>Comptes sur livret</i>	avr-16	93 354	94 597	96 061	1,5%	2,9%
<i>Dépôts à terme</i>	avr-16	71 083	71 410	71 107	-0,4%	0,0%
Entreprises						
<i>Dépôts à vue</i>	avr-16	81 509	87 995	86 292	-1,9%	5,9%
<i>Dépôts à terme</i>	avr-16	52 615	50 992	51 198	0,4%	-2,7%
Encours bancaires						
Ménages						
<i>Crédits de trésorerie</i>	avr-16	67 739	65 064	64 288	-1,2%	-5,1%
<i>Crédits à l'habitat</i>	avr-16	151 489	155 712	155 694	0,0%	2,8%
Entreprises						
<i>Crédits de trésorerie</i>	avr-16	34 345	33 432	33 245	-0,6%	-3,2%
<i>Crédits d'équipement</i>	avr-16	66 923	68 454	65 850	-3,8%	-1,6%
						(source : IEOM)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
Taux de la facilité de dépôt	-0,40%	16/03/2016
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,00%	16/03/2016
Taux de la facilité de prêt marginal	0,25%	16/03/2016

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
Taux de la facilité de dépôt	01/01/2016	-0,10%	
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%
Taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%	
Taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire		taux	date d'effet
	29/04/2016	31/03/2016	Var. M-1	banques métropolitaines	banques locales		
EONIA	-0,3330%	-0,3030%	- 0,030 pt			6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	-0,3440%	-0,3340%	- 0,010 pt				
EURIBOR 3 mois	-0,2510%	-0,2440%	- 0,007 pt	taux d'intérêt légal premier sem. 2016			
EURIBOR 6 mois	-0,1410%	-0,1320%	- 0,009 pt	créances des personnes physiques (hors besoins)		4,54%	JORF 27/12/2015
EURIBOR 12 mois	-0,0120%	-0,0050%	- 0,007 pt	autres cas		1,01%	
taux d'intérêt en moyenne mensuelle				Définitions			
	avr.-16	mars-16	Var. M-1	EONIA: Euro OverNight Index Average			
TMO	0,7000%	0,7600%	- 0,060 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate			
TME	0,5000%	0,5600%	- 0,060 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques			
				TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme			

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	29/04/2016	31/03/2016	29/02/2016	29/04/2016	31/03/2016	29/02/2016	29/04/2016	31/03/2016	29/02/2016
taux JJ	0,500%	0,430%	0,410%	nd	nd	nd	0,470%	0,475%	0,520%
3 mois	0,810%	0,790%	0,820%	nd	nd	nd	0,675%	0,800%	0,810%
10 ans emprunts phares	1,853%	1,825%	1,750%	-0,074%	-0,058%	-0,060%	1,616%	1,417%	1,594%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er avril 2016)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament		7,17%
Prêts à taux fixe		4,05%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable		2,92%
Prêts à taux variable		3,55%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe		3,33%
Prêts-relais		4,25%	Découverts en compte		13,37%
Autres prêts			Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans		2,73%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF		20,50%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale		Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF		13,20%	Découverts en compte		13,37%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF		7,63%			

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	104,6494	1 NZD/XPF	72,9545	1 HKD/XPF	13,4890	1 GBP/XPF	152,9306	
100 JPY/XPF	97,5411	1 AUD/XPF	79,8312	1 SGD/XPF	77,9386	100 VUV/XPF	95,6708	1 FJD/XPF	50,5900